



## **VERS LA CHARTE DE LA MUTATION DU TOGO : Retour de l'unité du Peuple togolais indépendant**

**COMMUNIQUÉ DU 1<sup>er</sup> décembre 2021 ADRESSÉ AU PEUPLE TOGOLAIS**

**RESEAU DE LA COORDINATION DE LA DIASPORA TOGOLAISE INDEPENDANTE (RCDTI) ET  
COLLECTIF POUR LA VÉRITÉ DES URNES - TOGO - DIASPORA (CVU-TOGO-DIASPORA)**

Contact : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) qui transmettra.

Le Peuple togolais ne peut rester en marge de la démocratie. Le marathon démocratique en cours depuis 55 ans doit prendre fin avec la vérité des urnes et des comptes publics. Si malheureusement, les représentants des partis politique dits de l'opposition togolaise ont perdu leur crédibilité du fait de leurs agissements collectifs, il est possible de trouver une nouvelle dynamique au sein de la société civile, dès lors qu'elle est indépendante du système de Faure Gnassingbé, une organisation fondée sur la gouvernance de l'arbitraire et de l'abus de pouvoir.

### **1. FORMER UNE UNION POPULAIRE INDEPENDANTE DU POUVOIR AUTOCRATIQUE TOGOLAIS**

Nul ne sait comment contenir la colère d'un peuple qui fait face à l'absence de démocratie dans son pays. La migration n'est pas solution. Relever ce défi sans précédent suppose une approche novatrice, sortant des sentiers battus et offrant des concepts nouveaux et disruptifs. Si le Togo est un exemple type d'autoritarisme, de corruption et de non-respect des droits humains et des Peuples, nul ne peut choisir d'opter pour la démocratie sans envisager d'abord toutes les approches pacifiques.

Le pouvoir togolais est de plus en plus liberticide. Il domine le Peuple togolais par l'abus de droit, la violence, l'humiliation et l'arbitraire, assure l'impunité des militaires et des milices coupables de violations des droits humains. Dans ces conditions, la recherche de l'appui d'Etats disposant d'institutions fortes et la solidarité internationale, deviennent indispensables pour que des acteurs de la société civile et indépendants des servitudes du pouvoir autocratique, puissent prospérer et faire des offres politiques alternatives pour une démocratie fondée sur la vérité des urnes et la vérité des comptes publics.

L'inhumanité du système Gnassingbé et de ses agents de domination du peuple togolais innocent, a réduit une grande partie du peuple traumatisé à l'acceptation de la peur et de la résignation. Les contradictions collectives de l'opposition togolaise sans projet de société commun ne sont pas de nature à faciliter la construction d'un projet politique alternatif. Pourtant, RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA estiment que le combat pour la liberté, dans toutes ses formes, est primordial. L'heure est donc venue pour que toutes les initiatives allant dans ce sens, prennent aussi en considération et intègrent dans la réflexion collective, des propositions venant de la société civile organisée et de la Diaspora indépendante des régimes autocratiques.

Alors que le pays est aujourd'hui livré à l'appétit sans retenue d'un clan et d'une oligarchie, au service quasi-exclusif d'intérêts privés, étrangers ou autochtones, au détriment des intérêts du peuple togolais, il y a urgence à mettre fin à la spirale démobilisatrice des initiatives du Peuple togolais.

Aussi, l'organisation d'un sommet virtuel sur la démocratie à l'attention de 110 pays dans le monde par les Etats Unis d'Amérique les 09 et 10 décembre 2021 devra considérer que les propositions en faveur de la démocratie peuvent également provenir de la société civile et de la Diaspora, et qu'elles ne sont pas l'apanage exclusif des Gouvernements ou du secteur privé. La réalité sur le terrain est que, pour l'heure - à l'instar de la Constitution des États-Unis qui propose de « former une union plus parfaite » pour faire face aux nouveaux défis -, aucune



organisation politique du Togo n'a encore présenté au Peuple togolais une proposition de projet de société commun, susceptible de recueillir son adhésion et qui permettrait d'unifier les forces qui luttent pour un changement et une alternative crédible et pérenne de substitution au système politique qui domine le Togo depuis 55 ans.

RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA se proposent de présenter en 2022 au Peuple togolais, une Charte de la Mutation du Togo et espèrent que ce peuple se dissociera des pratiques anciennes pour rejoindre un mouvement qui se propose d'inclure le Peuple dans le processus d'élaboration et de décision et de lui rendre compte systématiquement des décisions et actes pris en son nom. Le respect de cette conditionnalité est indispensable afin d'être mieux armé pour affronter tous les défis pour générer de la richesse et assurer une distribution plus équitable des fruits de la croissance. Une conditionnalité indispensable également pour surmonter les obstacles et éviter les écueils que ne manqueront pas d'ériger les tenants de l'actuel pouvoir sur le difficile chemin de la construction de la démocratie sans fraudes.

## 2. LES CONDITIONS DE L'EXPLOSION DE LA COLÈRE DU PEUPLE TOGOLAIS EN 2022 SONT RÉUNIES

Entre 1967 et 2005 sous la dictature d'Etienne Eyadéma Gnassingbé, puis entre 2005 et 2021, en autocratie privative des libertés et des droits humains et des peuples, auréolée par l'illégalité de la Cour constitutionnelle du Togo, le peuple togolais dans sa grande majorité est aujourd'hui pris en otage par cinq grandes catégories d'acteurs :

- 2.1 Emmanuel Macron, un président français, qui tente de faire « bouger les lignes » en déléguant la charge d'exécution de la protection des intérêts privés de l'oligarchie qui le soutient, à des dirigeants locaux et régionaux soucieux de préserver leurs intérêts personnels et se perpétuer au pouvoir.
- 2.2 Un groupe de militaires togolais<sup>1</sup>, soucieux de s'enrichir grâce à l'organisation de la sécurité des intérêts étrangers et autochtones au Togo et dans un même mouvement de mieux sécuriser leurs propres intérêts dans le pays. Ce cercle très restreint contrôle l'Etat, les richesses du sol, du sous-sol et des principales infrastructures du Togo, en s'assurant de ne rien laisser paraître de son rôle primordial et essentiel d'« instigateur » du maintien du statu quo politique, et de soutien indispensable à la pérennisation de Faure Gnassingbé à la tête de l'Etat togolais.
- 2.3 Faure Gnassingbé, est depuis 2005 un président systématiquement issu de la contrevérité des urnes, qui exerce actuellement un quatrième mandat présidentiel, fondé sur des coups d'Etat constitutionnels et électoraux. Au moyen de la violence<sup>2</sup> et de l'achat des consciences, il a habilement mis en place un système de dépendance et d'assujettissement des citoyennes et citoyens togolais à son égard. Ceci par un jeu subtil d'intégration au sein de cercles restreints, claniques et ésotériques fondé sur la non-transparence et l'omerta. Cela a été facilité par un historique de la délation, de l'infiltration, du noyautage systématique des partis ou des organisations de l'opposition, le contrôle de tous les maillages décisionnels de l'Etat togolais. Ce système permet l'accaparement de toutes les sources possibles d'accumulation de la richesse au profit exclusif du groupe élargi, afin de mieux organiser un ruissellement de l'argent au bénéfice des partisans et affidés, dès lors qu'elles ou ils acceptent, volontairement ou forcés, de se taire, d'accepter la servitude volontaire, ou d'endosser un rôle actif, proactif voire même zélé, dans le maintien du système Gnassingbé, ce par tous les moyens légaux ou hors-la-loi. Ce processus est consolidé par une désinformation institutionnalisée pour soustraire de la vue des observateurs la réalité de la colère feutrée, invisible et rentrée mais néanmoins présente, du peuple togolais et de la Diaspora indépendants.
- 2.4 Plusieurs dirigeants de l'opposition togolaise qui au cours de la période 1967-2021 ont choisi systématiquement l'intérêt personnel au détriment de l'intérêt collectif en réussissant à ne jamais s'accorder sur l'essentiel et de s'y maintenir. En effet, le système Gnassingbé est adoubi par les militaires



non-républicains qui dirigent le pays. Ceux-ci dirigent le pays et sont les premiers à tirer les ficelles au point où tous les « appels au dialogue politique » se sont soldés par une capitulation pure et simple de l'opposition institutionnelle togolaise au plan collectif. Les raisons sont multiples mais la raison alimentaire, doublée par le besoin de légitimation du système Gnassingbé pour bénéficier d'avantages induits ou matériels, n'y sont pas étrangers. La seule victime et « dindon de la farce » reste le peuple togolais, pendant que les nombreux agents religieux, à la solde du pouvoir Gnassingbé, ne cessent de calmer le jeu en appelant au « pardon » des bourreaux et à la non-justice pour les victimes, générant ainsi la paix des cimetières ;

- 2.5 La CEDEAO, devenue la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest dont certains chefs d'Etat redevables à la « dynastie » Gnassingbé, a systématiquement légitimé les usurpateurs Gnassingbé en faisant accepter le fait accompli des élections de la contrevérité des urnes y compris l'anticonstitutionnalité de la Cour constitutionnelle et de ses actes. Autrement dit, les dirigeants de la CEDEAO, ont choisi collectivement de faire respecter le « règlement intérieur » du syndicat des chefs d'Etat qu'elle est devenue, en légitimant haut et fort, les quatre coups d'Etat constitutionnels de Faure Gnassingbé, tout en considérant comme légitime l'appui de la France et celui des militaires togolais qui lui sont fidèles évitant ainsi soigneusement de parler de coups d'Etat opérés au Coup d'Etat constitutionnel, évitant soigneusement de parler de coups d'Etat opérés par des militaires dès lors que ces derniers n'occupent pas le poste de la présidence de la République.

### 3. LES CONTRADICTIONS COLLECTIVES DE L'OPPOSITION TOGOLAISE SANS PROJET DE SOCIÉTÉ COMMUN

A partir d'une analyse historique de la situation du Togo et en mémoire des nombreux morts, blessés, handicapés, torturés, victimes du système Gnassingbé, RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA estiment que les responsables des partis politiques de l'opposition togolaise, avec ou sans les agents religieux, se sont tirés une balle dans le pied dès lors :

- qu'ils se sont engagés dans l'acceptation d'un système électoral fondé sur la contre-vérité des urnes qui ne pouvait en aucun cas les laisser gagner (cas de Mrs. Gilchrist Olympio (en 1998), Bob Akitani (en 2005), Jean-Pierre Fabre (2010, 2015) et Dr. Agbéyomé Kodjo (en 2020) ; et
- qu'ils ont refusé de s'organiser pour proposer au Peuple togolais, un projet de société commun qui aurait permis d'aplanir les différences en amont et de mettre en avant l'intérêt du Peuple togolais ;

Il faut bien constater aujourd'hui que ce sont les ambitions personnelles qui ont d'abord systématiquement prévalu, caractérisées par un rare niveau d'opportunisme politique qui a concomitamment entraîné un niveau inégal de perte de crédibilité de ces mêmes opposants à titre individuel. Aussi, c'est le destin de tout un pays qui est pris en otage par le système Gnassingbé.

En effet, toutes celles ou ceux qui ont participé, de près ou de loin, au fonctionnement du système Gnassingbé, ne se rendent même plus compte du niveau de la perte de crédibilité aux plans national, régional et international. Au Togo, ce sont principalement la méfiance et la suspicion qui prévalent, doublées de la démoralisation des militants et de la désespérance de la grande majorité des Togolaises et des Togolais y compris dans la Diaspora.

En effet, alors que le pouvoir Gnassingbé a institutionnalisé l'interdiction de toute critique à son endroit, il importe de rappeler les techniques iniques de divers ordres utilisées en la matière par ses ministres ou ses services militaires ou de renseignements, à savoir :

- 3.1 l'institutionnalisation par Faure Gnassingbé de l'illégalité arbitraire, l'interdiction d'office de toutes manifestations publiques et pacifiques des citoyens togolais libres, pour exiger le respect des libertés, la démocratie, l'amélioration du pouvoir d'achat au Togo et la liberté des prisonniers politiques, le tout contrairement à ce que permet la Constitution togolaise ;



- 3.2 l'envoi manu militari de militaires contre les syndicalistes et les personnels grévistes demandant le paiement juste et équitable des fruits de leur travail dans les différents sites industriels au Togo ;
- 3.3 le kidnapping en plein jour et l'emprisonnement arbitraire des citoyens innocents au Togo sous prétexte qu'elles ou ils s'expriment en dénonçant les travers du Gouvernement Gnassingbé notamment la violence contre les citoyens, le non-respect des droits humains et du droit du peuple togolais à exprimer son mécontentement contre les choix du Gouvernement togolais qui consistent à privilégier les intérêts des étrangers et ceux d'une minorité autochtone, au détriment des intérêts des Togolais, le tout se substituant au dialogue social ;
- 3.4 la détention abusive en prison sans jugement, d'opposants politiques, de sympathisants ou de simples citoyens, la plupart du temps sans la moindre présomption de culpabilité opposable à leur égard, souvent au seul motif de la « simple » jalousie de la réussite de certains acteurs privés y compris ceux de la Diaspora, le tout sous le couvert dolosif du respect des droits humains auprès de ladite communauté internationale ;
- 3.5 l'achat des consciences, notamment avec l'organisation en amont de la distribution des postes pour les élections locales ou régionales, empêchant ainsi la manifestation de la vérité des urnes. Selon des indiscretions émanant d'anciens nostalgiques du parti RPT (Rassemblement du Peuple Togolais) du père Eyadéma Gnassingbé, et de membres de son propre parti et principal soutien, UNIR (Union pour la République), Faure Gnassingbé n'atteindrait même pas 4 % des suffrages des électeurs si les élections togolaises étaient libres, fondées sur l'affichage des résultats bureau de vote par bureau de vote, et excluaient les interventions intempestives, des militaires et des milices hors-la-loi et inhumaines, tolérées par Faure Gnassingbé, le tout sous le couvert de la « stabilité » du pays.

#### **4. L'INHUMANITÉ DU SYSTEME GNASSINGBÉ ET DE SES AGENTS D'HUMILIATION DU PEUPLE TOGOLAIS INNOCENT**

Malgré les entraves caractérisées subies par les organisations indépendantes de la société civile togolaise, comme dans la Diaspora, les empêchant de s'exprimer en réunions publiques ou de manifester sur la place publique, sans courir le risque de se retrouver en prison de manière arbitraire, le Peuple togolais doit malgré tout continuer à croire qu'il disposera en dernier ressort du pouvoir de choisir son destin, et donc le pouvoir de choisir ses dirigeants en toute transparence et sécurité. L'heure de l'avènement de la vérité finira par sonner !

Pourquoi les forces de sécurité togolaises refusent-elles d'encadrer sans contrainte et sans heurts les manifestations pacifiques ? Au nom de quel principe sinon celui de l'impunité, les forces de sécurité se croient-elles autorisées à humilier systématiquement le Peuple togolais ? Pourquoi parmi les forces de sécurité et les milices sanguinaires, on retrouve des individus qui ne parlent aucune langue du Togo ? Chacun devra, le moment venu, répondre à ces questions qui expliquent aussi le niveau de brutalité et d'ignorance des droits humains et des peuples dans leur intervention contre le citoyen.

De nombreux citoyennes et citoyens togolais ont été tués, d'autres condamnés arbitrairement croupissent dans les prisons insalubres, nauséabondes, sans lumière, sans protection sanitaire, sans aération, tout en subissant de manière arbitraire et despotique les tortures physiques et morales. Le cas du citoyen européen de nationalité irlandaise, M. Abdul Aziz-Goma, arbitrairement emprisonné lors de son passage au Togo, qui vient d'être à nouveau hospitalisé à la suite de tortures, avec risque d'amputation de ses membres inférieurs après avoir subi des frappes incessantes, nocturnes et récurrentes sous la plante des pieds, pour lui faire avouer ce qu'il n'a pas fait et continue de nier, demeure emblématique des anti-valeurs promues par Faure Gnassingbé et son gouvernement.

Nombreux sont aussi les Togolaises et les Togolais, indépendants comme de tous bords, qui se sentent trahis par Faure Gnassingbé, mais aussi par les dirigeants de l'opposition institutionnelle qui semblent ne s'être engagés en politique que :



- pour assouvir leurs ambitions personnelles ; et
- promettre, sans proposer un véritable projet de société commun, d'assurer un « meilleur » ruissellement de l'argent de l'Etat sans remettre en cause la priorité donnée à servir d'abord l'intérêt des étrangers par rapport aux intérêts du Peuple togolais.

C'est tromper le Peuple togolais avec des promesses démagogiques que de ne pas proposer un véritable projet de mutation du Togo fondé sur la création et la distribution de richesses par et pour le Peuple togolais. Cette faute politique est à la base de l'incurie de certains partis politiques togolais qui ne sont ni démocratiques, ni transparents dans leur gestion quotidienne. Aussi, l'avenir du Togo ne peut être confié à des partis politiques « copies » de l'original et irresponsables que constitue le RPT/UNIR.

Il faut donc une mutation du système politique togolais, que cela passe par une transformation ou une transmutation, cela requiert un « sursaut patriotique ». Cela peut se faire dans le cadre d'une transition politique qui ne peut se limiter à organiser des élections en utilisant les mêmes méthodes et instruments que ceux de Faure Gnassingbé, à savoir les outils qui permettent la fraude électorale, l'instrumentalisation de la contre-vérité des urnes et celle des institutions comme la Cour constitutionnelle qui demeure illégale et anticonstitutionnelle.

La rupture ne peut être superficielle. Elle implique de fait, un changement de paradigme qui doit s'accompagner aussi d'un changement de logiciel mental, seul susceptible d'éradiquer la mentalité d'assisté qui affecte parfois une frange conséquente de citoyennes et citoyens togolais.

Face à l'impasse dans laquelle la conjugaison :

- d'une part, de l'accaparement de l'Etat par un groupe de dirigeants illégaux et anticonstitutionnels ; et
- d'autre part, d'une ribambelle de dirigeants parmi les 115 partis politiques togolais qui sont incapables d'offrir un projet de société commun au Peuple togolais,

c'est le destin de tout un pays et de l'avenir des 8 ou 9 millions de Togolais y compris la Diaspora qui sont en jeu.

La démission du Gouvernement de Faure Gnassingbé reste l'option la plus pacifique pour ouvrir la première page de la mutation du Togo, son engagement dans un processus de construction d'une démocratie véritable par le rétablissement du respect des valeurs éthiques respectueuses de l'intérêt commun, l'organisation d'une mutation en profondeur des principes qui fondent la nation par une transmutation des institutions clés. Au plan économique, c'est l'efficacité, la performance<sup>3</sup> et l'excellence qui doivent reprendre leurs droits.

## **5. LE TOGO EXCLU DU SOMMET POUR LA DÉMOCRATIE ORGANISÉ PAR LES ETATS-UNIS DE JOE BIDEN POUR AUTORITARISME, CORRUPTION ET NON-RESPECT DES DROITS HUMAINS**

Il importe de rappeler les points forts dans l'allocution de Barack Obama au Ghana en 2009, en référence à l'importance des élections transparentes et les institutions fortes :

*« Cette responsabilité mutuelle doit être le fondement de notre partenariat. Et aujourd'hui, je me concentrerai sur quatre domaines qui sont essentiels pour l'avenir de l'Afrique et de l'ensemble du monde en développement : la démocratie, les opportunités, la santé et la résolution pacifique des conflits... Premièrement, nous devons soutenir des gouvernements démocratiques forts et durables... »*

*Au XXI<sup>e</sup> siècle, des institutions capables, fiables et transparentes sont la clé du succès : des parlements forts et des forces de police honnêtes, des juges et des journalistes indépendants, un secteur privé et une société civile dynamiques. Ce sont ces éléments qui donnent vie à la démocratie, car c'est ce qui compte dans la vie des gens...*





*Ne vous y trompez pas : l'histoire est du côté de ces Africains courageux, et non de ceux qui recourent aux coups d'État ou modifient les constitutions pour rester au pouvoir. **L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, elle a besoin d'institutions fortes.***

*Avec des institutions fortes et une volonté ferme, je sais que les Africains peuvent vivre leurs rêves à Nairobi et Lagos, à Kigali et Kinshasa, à Harare et ici même à Accra... »*

Le prochain « Sommet pour la Démocratie » à l'initiative du Président des Etats-Unis d'Amérique, Joe Biden, pourrait servir de déflagrateur pour amorcer l'organisation de l'unité des forces qui luttent pour la mutation du Togo vers des institutions fortes, pour une gouvernance fondée sur l'éthique, le respect des valeurs, la démocratie et la vérité des urnes.

Ce sommet virtuel qui sera organisé les 09 et 10 décembre 2021 à l'attention de 110 pays dans le monde et réunira des dirigeants de gouvernements, de la société civile et du secteur privé, devrait permettre de faire émerger des « pratiques communes et consensuelles » afin d'isoler les pays qui continuent d'humilier leurs peuples, leur refusent l'autodétermination, ce avec le soutien d'anciennes puissances coloniales.

L'absence d'un représentant d'un Etat devrait favoriser l'invitation de représentants de la société civile. A ce titre, RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA ne ménageront pas leurs efforts pour informer les organisateurs de ce Sommet des nombreuses propositions déjà initiées par la Diaspora togolaise indépendante. Notamment celle déjà existante d'un projet de société commun<sup>4</sup>, appuyé très prochainement par un projet de charte de mutation qui acte les principes et les valeurs qui permettront d'engager la construction d'un Togo démocratique, de renforcer les institutions en les sortant de leur état de dépendance actuel et de faire des propositions opérationnelles pour garantir la vérité des urnes et la vérité des comptes publics.

## **6. LE TOGO : EXEMPLE TYPE DE L'AUTORITARISME, DE LA CORRUPTION ET DU NON-RESPECT DES DROITS HUMAINS**

Aussi, il est important pour RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA que lors des périodes de transition, une attention plus importante soit apportée au renforcement des institutions clés d'appui à la gouvernance de l'Etat qui permettent de rendre compte aux citoyens des avancées de la mutation en cours de réalisation.

Ce sont ces institutions clés, transformées en institutions indépendantes et compétentes, libérées du joug de la soumission partisane, prêtes à rendre compte de leur action au service du Peuple togolais, qui permettront par simple comparaison du mode de gouvernement, de mettre en exergue l'inhumanité de Faure Gnassingbé et de ses agents d'humiliation du peuple togolais d'une part, et permettront de stopper la spirale de la corruption au Togo.

Il faut pour cela l'appui des pays qui promeuvent la démocratie à commencer par les Etats-Unis qui n'ont pas invité Faure Gnassingbé comme représentant du Togo, au prochain « Sommet sur la démocratie » à l'attention de 110 pays dans le monde. Rappelons tout de même que parmi les pays africains invités figure un voisin du Togo, -le Ghana- qui a su assurer l'alternance politique sans violence, alors que dans la même période le système Gnassingbé a tué en toute impunité, rendu toutes les institutions d'Etat dépendantes de ses exigences personnelles, institué des liens de féodalité avec la plupart des entreprises publiques et même privées qui génèrent de la richesse au Togo. Ainsi, le Ghana peut être cité en exemple, mais d'autres pays sont invités : Libéria, Niger, Nigeria, Sénégal, l'Angola, Botswana, Cap-Vert, RDC, Kenya, Maurice, Namibie, Sao-Tomé et Príncipe, Seychelles, Afrique du Sud, Zambie<sup>5</sup>...

Le président américain Joe Biden et sa vice-Présidente, Kamala Harris ont choisi de faire de leur mandat à la tête des Etats-Unis, une campagne mondiale contre les régimes qui se sont singularisés par l'autoritarisme, la corruption, le non-respect des droits humains et des Peuples... De ce point de vue, la Maison blanche a vu juste : le Togo est l'exemple type de l'autoritarisme, - un autoritarisme qui date depuis le coup d'État du 13 janvier 1967-,



de la corruption et du non-respect des droits humains au point d'influencer directement ou indirectement la Cour de justice de la CEDEAO pour empêcher le dépôt de plainte contre l'Etat togolais pour son illégalité constitutionnelle due à l'absence du sénat prévu dans sa Constitution en vigueur. « *L'administration Biden-Harris a clairement indiqué que le renouvellement de la démocratie aux États-Unis et dans le monde est essentiel pour relever les défis sans précédent de notre époque* ».

Le Sommet se concentrera sur les défis et les opportunités auxquels sont confrontées les démocraties. Ce sera l'occasion d'annoncer des actions, des engagements, des réformes significatives et opérationnelles, des initiatives individuelles et collectives pour défendre la démocratie et les droits de l'homme dans le pays et à l'étranger, tout en offrant un soutien à toutes les structures organisées qui luttent contre l'autoritarisme, combattent la corruption et promeuvent le respect des droits humains ainsi que le rétablissement de la vérité des urnes et de la vérité des comptes publics.

## **7. PAS DE GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE AVEC UN GOUVERNEMENT FONDÉ SUR L'AUTORITARISME, LA CORRUPTION ET LE NON-RESPECT DES DROITS HUMAINS**

De nombreux citoyens togolais ont fait part à RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA de la honte qu'elles et ils éprouvent face au personnel politique du système Gnassingbé, mais aussi face à certains responsables de l'opposition institutionnelle. En effet, il y a un manque évident de propositions alternatives pertinentes qui pourraient se conjuguer dans un projet de société commun. La réflexion a disparu pour faire place à des invectives et des règlements de compte sur fond d'égo démesuré et des bagarres sur les montants perçus du pouvoir que ces mêmes responsables politiques dits d'opposition sont censés combattre. Le résultat au cours de la période 1967-2021 se résume à des regroupements contre nature, des renoncements idéologiques, des positionnements opportunistes parfois teintés d'un « évangélisme ambigu » ...

De fait, les principaux responsables de l'opposition togolaise n'inspirent plus confiance. Certains électeurs désabusés, qui ont vu des membres de leur famille, mourir, se faire blesser, humilier, violer ou aller en prison pour ces dirigeants de l'opposition, ont opté pour soutenir le pouvoir en place afin de ne plus servir de bouc émissaire et poursuivre une carrière. Pourtant, ils savent que ce régime Gnassingbé n'a aucune vertu, ne respecte aucune valeur éthique, encore moins les engagements de respect des droits humains, organise l'impunité qui favorise la brutalité des militaires et la corruption généralisée.

Tous ces sacrifices et reniements au détriment de la vraie lutte pour défendre le Peuple togolais se sont transformés en des postures de façade, conduisant d'ailleurs à une démocratie de façade, la fameuse « démocrature ». Seul l'argent et le pouvoir semblent intéresser certains responsables de l'opposition. Aussi, il est recommandé au Peuple togolais d'être vigilant dans ses choix et soutiens car de nombreux dirigeants des partis politiques togolais ont perdu la combativité et s'opposent même à toute velléité de rupture transformatrice dans l'intérêt du Peuple togolais, notamment la partie la plus pauvre. A ce titre, cette opposition alimentaire et légitimatrice devient de facto un agent actif de la perpétuation du système de la contre-vérité des urnes et n'a pas d'objection à la contre-vérité ou l'absence de comptes publics transparents.

Aussi, il n'est pas possible d'aller « siéger » avec le système ou dans le Gouvernement de Faure Gnassingbé sans verser dans la compromission et la corruption. Des anciens « repentis » du RPT et d'UNIR en ont fait la confession. Ils ont expliqué que même lorsque vous refusez de « tomber » dans la corruption, vous êtes mis à l'« index » et rapidement on vous « colle une histoire sur le dos » afin de s'assurer de votre silence ou de votre zèle pour soutenir la gouvernance de spoliation et de prévarication qui régit le Togo.

L'autre réalité est que Faure Gnassingbé est lui-même sous la menace permanente de certains dirigeants militaires, affairistes de surcroît, qui contrôlent le pays en sous-main. Ils bénéficient, moyennant une contrepartie financière



hors contrôle, de l'appui extérieur de ceux qui fournissent les fameux « encadrements et formations » dans le cadre des instructions militaires, de plus en plus structurées par des mercenaires ou des armées privées. Les agents militarisés du Service central de renseignements et d'investigations criminelles (SCRIC) feront l'objet d'un audit dans un Togo démocratique.

Tous les responsables de partis politiques, d'associations de la société civile ou de syndicats, qui ont fait l'expérience de participer au pouvoir et de devenir dépendants de ce pouvoir, sont devenus au fil du temps, des agents de la compromission et finissent, pour exister, par devenir, pour certains, de véritables corrompus pour des raisons alimentaires, ou des garants de la primauté à l'impunité, dès lors qu'elles, ou ils, dépendent ou bénéficient des « largesses » du pouvoir Gnassingbé.

Il n'est donc pas étonnant que toutes les tentatives d'organisation de dialogues à l'initiative unilatérale - avec ou sans le concours des chefs d'Etat de la sous-région, de la CEDEAO ou représentées par des anciens de la CEDEAO, voire même de l'ONU -, sont restées sans effets et se soient soldées par des échecs, caractérisés par des partis politiques d'opposition qui se sont fait rouler dans la farine de manioc et une trahison du Peuple togolais.

En l'état actuel des choses, l'unité de l'opposition togolaise dite « institutionnelle » conduit à un constat d'improbabilité, donc impossible. Elle demeure divisée principalement du fait :

- 7.1 de partis politiques qualifiés d'« alimentaires », et de ceux considérés comme de simples « gestionnaires du statu quo » ;
- 7.2 d'une population totalement apeurée, en plein doute face à la problématique alimentaire, sanitaire, économique et politique ;
- 7.3 des responsables militaires, devenus aussi des affairistes, et s'organisant pour soutenir le régime et veiller à museler le peuple et une partie de la Diaspora ; et
- 7.4 des liens du pouvoir avec le président français Emmanuel Macron en rapport avec les intérêts de certaines entreprises multinationales françaises, proposant des agents de sécurité ou ayant parfois des liens avec des barbouzes pour empêcher toute remise en cause de la servitude imposée aux populations, mais également en lien avec la présence d'un contingent de soldats togolais au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)<sup>6</sup>.

A la lumière de la situation sur le terrain, il n'est pas possible au Togo, voire dans tous les pays non-démocratiques et non respectueux des Droits Humains et des Peuples avec en prime l'impunité sur les crimes de corruption, d'évoluer vers un gouvernement d'union nationale avec un gouvernement fondé sur l'autoritarisme, la corruption et le non-respect des droits humains.

Il importe donc que des associations ou mouvements de la société civile puissent présenter aussi des approches de sortie de crise lors du sommet sur la Démocratie organisée par les Etats-Unis de Joe Biden.

## 8. VERS UNE CHARTE DE LA MUTATION DU TOGO

Il est recommandé que les participants au « Sommet sur la Démocratie » puissent arriver à la conclusion qu'il importe de préparer en amont, ce avec des responsables d'une opposition indépendante du système autocratique, anti-démocratique et non respectueux des droits humains et des droits des peuples, un document standard que nous, RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA, avons intitulé « la Charte de la mutation », car mettre fin à des systèmes anti-démocratiques nécessite du temps et ne peut se faire à la va-vite dans un délai de six mois tel qu'imposé par la CEDEAO, devenue syndicat des chefs d'Etat des pays d'Afrique de l'Ouest.

Les nouvelles propositions que pourrait contenir une « Charte de la mutation du Togo » devront tenir compte des expériences en cours au Soudan, au Mali, en Guinée et au Tchad en référence à la vérité des urnes affichée par le





Cap vert ou le Botswana, et servir de point de départ pour préparer une conférence inclusive où la proposition nouvelle intégrant l'avant-projet d'un projet de société commun pourra être mise en concurrence avec d'autres propositions écrites.

**Au Togo, ce document doit pouvoir offrir une alternative politique et servir de base pour celles et ceux qui acceptent de mettre au centre du changement politique des pays démocratiques, les valeurs d'éthique, de vérité, de justice<sup>7</sup>, d'équité, de probité, de transparence, et d'inclusivité. L'organisation des valeurs ajoutées au service de la population et une voie de sortie définitive de la domination imposée par certains pays néocoloniaux, de l'emprise des militaires affairistes et le système Gnassingbé. Le soutien des pays amis du Peuple togolais est vivement sollicité.**

La synthèse contenue dans la Charte pour la refondation du Togo prendra en compte les points fondamentaux d'une charte sur la refondation<sup>8</sup> des valeurs qui sont les fondements communs de toute démocratie, des éléments d'un projet de transition politique, de la structuration d'un projet de société commun. Elle devra faire l'objet d'une présentation au cours d'une ou plusieurs conférences inclusives, d'abord dans les pays où la Diaspora indépendante souhaite réellement s'organiser pour offrir une alternative politique au Peuple togolais, puis dans les autres pays. Le Togo où sévit l'arbitraire et l'absence de liberté, sera exclu pour le moment compte tenu des risques de kidnapping et d'emprisonnement par le pouvoir Gnassingbé sur la base de motifs fallacieux. Dans ce contexte, il sera fait recours aux moyens techniques et sécurisés offerts par les technologies de l'information et de la communication pour dialoguer avec les togolais.

Il s'agit d'une approche novatrice de profondeur, innovante par définition, qui dépasse le cadre d'une simple transition politique et ne peut donc pas porter le nom de « Charte de la Transition ». Il faut mettre l'accent sur l'approche disruptive et offrir une démarche alternative qui devra modifier les comportements culturels et psychosociaux. RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA proposent pour le Togo, la « Charte de la Mutation du Togo ».

RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA proposent en 2022 les premières esquisses de la Charte de la Mutation du Togo (CMT). Les modalités pour participer à l'amélioration, l'augmentation et l'approbation de la CMT seront exposées sous le leadership de RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA et des associations participantes. Les lieux d'approbation des différentes versions seront communiqués dans un cadre restrictif afin d'éviter les régulières infiltrations des agents de Faure Gnassingbé. Des contributions financières seront demandées afin d'assurer l'indépendance et l'autonomie d'actions du processus.

Toutes les parties proposées dans la Charte de la Mutation du Togo seront discutées notamment les valeurs, les missions et objectifs, la durée, et les principaux organes à proposer pour s'assurer que la CMT pourra servir de document-cadre pour conduire au rétablissement de la vérité des urnes et des comptes publics. Il va de soi que le Togo peut servir de cas pilote mais que tout autre pays intéressé par l'offre de RCDTI-CVU-TOGO-DIASPORA pourra prendre attache avec les responsables pour des conseils stratégiques.

Il est proposé que les institutions suivantes puissent faire l'objet d'un consensus entre les participants, tous devant nécessairement démontrer leur indépendance du système de Faure Gnassingbé ou de ses relais qui demeurent anti-démocratiques, anti-transparents, et donc anti-alternance politique.

La Charte de la Mutation du Togo » qui sera proposée au Peuple togolais sous le leadership de RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA (ou CVU-TOGO-DIASPORA et Consorts) devra proposer une mutation des organes et/ou institutions suivants :

1. Le Président de la Mutation du Togo ;
2. L'Assemblée nationale de la Mutation ;
3. Le Gouvernement de la Mutation au service du Peuple togolais ;
4. Le Conseil de Sécurité du Peuple togolais ;



5. La Cour de justice de la Mutation ;
6. Le Comité de la mutation constitutionnelle (notamment l'évolution vers une fédération, ou une décentralisation et les modalités de fonctionnement) ;
7. La Commission de la Vérité des Urnes ;
8. La Cour des comptes publics ;
9. La Chambre des droits humains et des peuples ;
10. Le Comité de la Préservation de l'environnement et du futur du Peuple togolais ;

## 9. RECOMMANDATIONS DE CVU-TOGO-DIASPORA : INVITATION DES PERSONNALITÉS LIBRES ET INDÉPENDANTES POUR CONSTRUIRE LE TOGO DE DEMAIN

RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA (ou CVU-TOGO-DIASPORA et Consorts) recommandent aux organisateurs du « Sommet sur la Démocratie » qui porte sur des alternatives à l'autoritarisme, à la corruption et au non-respect des droits humains de s'assurer une large participation de la société civile et de la Diaspora africaine, notamment la partie indépendante, qui peut offrir des alternatives et contribuer au succès de ce sommet.

RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA invitent tous les citoyennes et citoyens togolais ainsi que les responsables d'associations de la société civile, mais aussi les représentants du secteur privé qui subissent l'arbitraire du système Gnassingbé de rejoindre le mouvement de l'élaboration de la Charte de la mutation du Togo en écrivant officiellement à « [info@cvu-togo-diaspora](mailto:info@cvu-togo-diaspora) » et en précisant votre apport ou vos contributions opérationnelles ou financières.

Le 1<sup>er</sup> décembre 2021.

**La Direction du :**

**Réseau de Coordination de la Diaspora Togolaise Indépendante (RCDTI) et du Collectif pour la Vérité des Urnes-Diaspora Togo (CVU-TOGO-DIASPORA) en partenariat avec toutes personnalités ou structures de la société civile indépendantes.**

### SIGNATAIRES : RCDTI, CVU-TOGO-DIASPORA, PARTENAIRES ET SYMPATHISANTS :

1. Yves Ekoué AMAÏZO, Dr.
2. Jean-Pierre Akoété BALIKPO
3. Ernesto D'ALMEIDA, Dr.
4. Mathieu D'ALMEIDA
5. Koffi DEKU, Ing.
6. François FABREGAT
7. Geneviève MOUTON
8. Antoine RANDOLPH, Dr.

-----  
**Contact et Coordination : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) et [rcdti@cvu-togo-diaspora.org](mailto:rcdti@cvu-togo-diaspora.org)**

Note : Toutes les personnalités ou associations qui souhaitent être signataires des textes de RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA peuvent le faire en écrivant par courrier électronique à l'adresse ci-dessous. Ils ou elles auront l'occasion de participer à l'une ou l'autre des téléconférences fondant notre démocratie participative et proposer des solutions dans le cadre du projet de société commun pour l'avenir du Togo en vue d'une transition.

\*\*\*\*\*

© RCDTI & CVU-TOGO-DIASPORA

[info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org)

10/11



Réseau de Coordination de la Diaspora Togolaise Indépendante (RCDTI) -----



Collectif pour la Vérité des Urnes-Diaspora Togo (CVU-TOGO-DIASPORA) -----



\*\*\*\*\*

**Mots-clés :** Autocratie – Corruption - CVU-TOGO-DIASPORA – Démocratie - Droits de l’Homme et Peuple - Faure Gnassingbé – Joe Biden – Kamala Harris - Militaires - Néocolonisation – RCDTI – Sommet virtuel sur la Démocratie du 9-10 décembre 2021- Togo – Vérité des urnes et des comptes publics.

- <sup>1</sup> RCDTI & CVU-TOGO-DIASPORA (2021). « L’armée doit servir le peuple africain : l’exception togolaise grâce à la France ? ». In *cvu-togo-diaspora.org*. 14 novembre 2021. Accédé le 30 novembre 2021. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2021/11/14/larmee-doit-servir-le-peuple-africain-lexception-togolaise-grace-a-la-france/18924> <https://cvu-togo-diaspora.org/2019/12/17/quels-sont-les-risques-de-violences-post-electorales-lorsque-lon-sait-que-le-togo-sest-souvent-embrase-suite-a-ces-scrutins/17264>
- <sup>2</sup> Randolph, A. (2019). « Quels sont les risques de violences post-électorales lorsque l’on sait que le Togo s’est souvent embrasé suite à ces scrutins ? ». In *cvu-togo-diaspora.org*. 17 décembre 2019. Accédé le 30 novembre 2021. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2019/12/17/quels-sont-les-risques-de-violences-post-electorales-lorsque-lon-sait-que-le-togo-sest-souvent-embrase-suite-a-ces-scrutins/17264>
- <sup>3</sup> Amaïzo, Y. E. (2021). « Performance logistique en Afrique : La corruption et les passe-droits handicapent le Togo... ». In *cvu-togo-diaspora.org*. 10 novembre 2021. Accédé le 30 novembre 2021. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2021/11/10/performance-logistique-en-afrique-la-corruption-et-les-passe-droits-handicapent-le-togo/18908>
- <sup>4</sup> RCDTI & CVU-TOGO-DIASPORA (2020). « Un projet de société commun au service du Peuple togolais : pour une conférence inclusive du Peuple togolais indépendant ! ». Communiqué du 21 juin 2021 adressé au Peuple togolais. In *cvu-togo-diaspora.org*. 21 juin 2021. Accédé le 30 novembre 2021. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2021/06/21/un-projet-de-societe-commun-au-service-du-peuple-togolais-pour-une-conference-inclusive-du-peuple-togolais-independant/18794>
- <sup>5</sup> Rédaction KOACI-COM (2021). « Afrique-USA : Sommet sur la démocratie, Biden invite le Ghana et 15 autres pays africains ». In [www.koaci.com](http://www.koaci.com). 25 novembre 2021. Accédé le 29 novembre 2021. Voir [https://www.koaci.com/article/2021/11/25/afrique/politique/afrique-usa-sommet-sur-la-democratie-biden-invite-le-ghana-et-15-autres-pays-africains\\_155720.html](https://www.koaci.com/article/2021/11/25/afrique/politique/afrique-usa-sommet-sur-la-democratie-biden-invite-le-ghana-et-15-autres-pays-africains_155720.html)
- <sup>6</sup> La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a été créée par la résolution 2100 du Conseil de sécurité, du 25 avril 2013, pour appuyer le processus politique dans ce pays et effectuer un certain nombre de tâches d’ordre sécuritaire.
- <sup>7</sup> Fabregat, F. (2021). « Togo, justice dépendante du pouvoir : négation des droits humains ». In *cvu-togo-diaspora.org*. 15 août 2021. Accédé le 30 novembre 2021. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/files/2021/08/2021.08.12-togo-justice-dependante-du-pouvoir-negation-des-droits-humains-final-diff-ff-yea.pdf>
- <sup>8</sup> RCDTI & CVU-TOGO-DIASPORA (2020). « Pour le Peuple togolais : proposition de « Charte de Refondation du Togo ». Proposition du 09 octobre 2020 adressé au Peuple togolais. In *cvu-togo-diaspora.org*. 9 octobre 2020. Accédé le 30 novembre 2021. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/files/2020/10/rcdti-cvu-togo-diaspora-charte-de-refondation-du-togo-09-10-20-diff-finale-23h.pdf>